

BREF

ILE-DE-FRANCE

n°51 – Juillet 2010

Bulletin trimestriel d'informations de la DIRECCTE sur le marché du travail

Le marché du travail francilien s'est stabilisé au premier trimestre 2010, après six trimestres consécutifs de forte dégradation.

L'emploi salarié dans le secteur marchand a connu une légère hausse d'après les estimations de l'Insee (+0,2%).

Les effectifs de l'industrie ont continué à diminuer mais l'emploi s'est nettement redressé dans la construction et le commerce, de même que dans une partie des activités de service : services à la personne ; activités immobilières ; hôtellerie, restauration ; activités financières et d'assurance.

La reprise de l'intérim observée depuis mi-2009 s'est confirmée, notamment dans l'industrie, mais aussi dans les transports et dans quelques activités tertiaires.

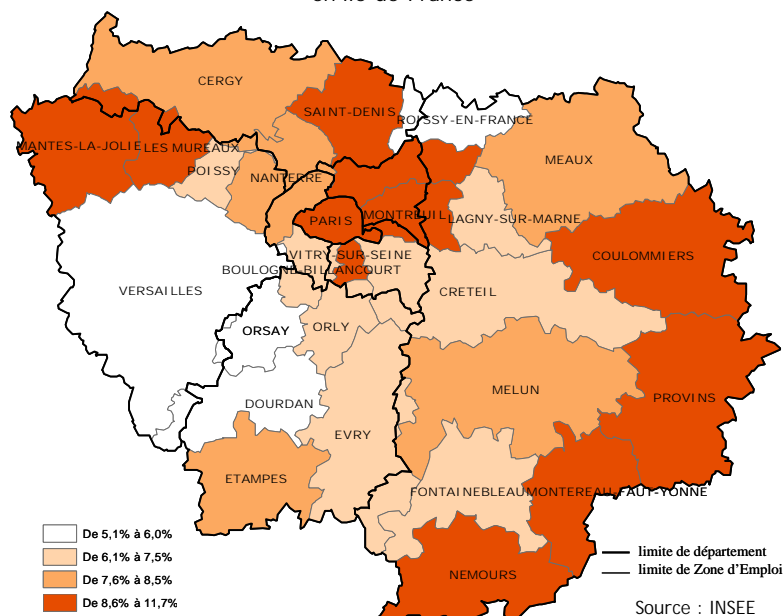
Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi ont été également plus nombreuses au premier trimestre 2010.

Les autorisations de recours à l'activité partielle faisant suite aux demandes des entreprises ont été en nette diminution, de même que les procédures de licenciement collectif.

Il en est résulté une stabilisation du taux de chômage régional à 8,4%.

Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi a reculé sensiblement. La hausse du nombre des inscrits a été faible pour les 25-49 ans. En revanche, la demande d'emploi des seniors a continué à augmenter à un rythme soutenu.

Taux de chômage localisés par zone d'emploi au 1^{er} trimestre 2010 en Ile-de-France



LES CHIFFRES DE MARS 2010 EN ILE-DE-FRANCE

Demandeurs d'emploi CVS en fin de trimestre (cat.A) : 503 150

Evolution sur 1 trimestre (CVS) : + 0,5 %

Evolution sur 1 an : + 12,9 %

Demandeurs d'emploi CVS en fin de trimestre (cat.ABC) : 700 900

Evolution sur 1 trimestre (CVS) : + 1,1 %

Evolution sur 1 an : + 13,6 %

Taux de chômage localisé au 1^{er} trimestre 2010 :

Ile-de-France : 8,4 %

France : 9,5 %

Emploi salarié marchand CVS en fin de trimestre : 4 082 600

Evolution sur 1 trimestre (CVS) : + 0,2 %

Evolution sur 1 an : - 1,1 %

SOMMAIRE

Les évolutions du marché du travail au 1^{er} trimestre 2010
Les tensions sur le marché du travail au 1^{er} trimestre 2010
L'emploi au 1^{er} trimestre 2010
L'activité intérimaire au 1^{er} trimestre 2010
L'activité partielle au 1^{er} trimestre 2010
Les procédures de licenciement collectif au 1^{er} trimestre 2010

pages 2-3
page 4
page 5
page 6
page 7
page 8



y Stabilité du taux de chômage francilien

Au premier trimestre 2010, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,4 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre), soit le même niveau que celui atteint au trimestre précédent (chiffre révisé). Cette évolution est identique à celle observée en France métropolitaine. Neuf régions ont enregistré un recul, cinq une hausse.

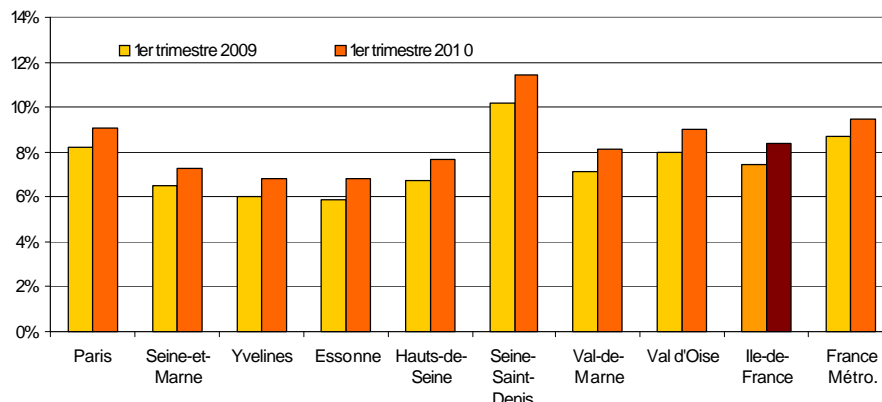
Il faut remonter à un an et demi pour retrouver un taux de chômage stable dans la région.

Par département, les évolutions sont faibles, tranchant avec les fortes hausses observées ces derniers trimestres. Une très légère hausse se poursuit en Seine-Saint-Denis (+0,1 point), alors que Paris, la Seine-et-Marne, l'Essonne, les Hauts-de-Seine et le Val-d'Oise enregistrent de légers reculs.

En un an, la croissance du taux de chômage a ralenti, en Ile-de-France comme en France métropolitaine. Cependant, la hausse est maintenant plus forte dans la région (+1,0 point, contre +0,8 point), la crise ayant frappé plus tard l'Ile-de-France.

Par département, les progressions annuelles du taux de chômage sont toutes supérieures à l'augmentation du taux métropolitain. Les plus élevées sont enregistrées dans les départements de la petite couronne, et dans le Val-d'Oise. Malgré une forte dégradation au cours des derniers trimestres, les taux de chômage de l'Essonne, de la Seine-et-Marne et des Yvelines restent parmi les plus bas de France.

Evolution du taux de chômage localisé en Ile-de-France entre le 1^{er} trimestre 2009 et le 1^{er} trimestre 2010



y Très fort ralentissement de la progression de la demande d'emploi

A la fin du mois de mars 2010, 503 150 personnes inscrites à Pôle emploi recherchaient un emploi à durée indéterminée ou non, à temps plein ou partiel, étaient immédiatement disponibles pour l'occuper et n'avaient pas travaillé, même une heure, au cours du mois (catégorie A, corrigée des variations saisonnières). Si l'on inclut les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite au cours du mois (catégorie ABC), 700 900 personnes étaient inscrites à Pôle emploi et étaient immédiatement disponibles pour un emploi en Ile-de-France.

La demande d'emploi francilienne a légèrement augmenté au premier trimestre : +0,5 % en catégorie A (+2,3 % au dernier trimestre 2009). Cette hausse est quasiment identique à celle observée en France métropolitaine (+0,6 %). Par département, les hausses trimestrielles les plus élevées ont été enregistrées en Seine-Saint-Denis, qui poursuit son rattrapage, et en Essonne. Le marché du

travail se dégrade également encore un peu dans le Val-d'Oise. Dans les autres départements franciliens, on observe un quasi-équilibre du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A.

En incluant les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite (catégorie ABC), l'augmentation trimestrielle du nombre d'inscrits à Pôle emploi est légèrement supérieure : +1,1 % dans la région et en France métropolitaine. La légère reprise observée sur le marché du travail se traduit par une moindre augmentation du nombre de demandeurs d'emploi n'ayant pas du tout travaillé, alors que le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (intérim, contrats courts) poursuit sa progression, la situation économique ne s'étant pas encore traduite par une vraie reprise sur les emplois stables.

En revanche, le nombre d'inscrits à Pôle emploi non immédiatement disponibles (formation, emplois aidés...) continue à augmenter sensiblement.

Demande d'emploi à la fin du mois de mars 2010	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Ile-de-France	France
Taux de chômage en % (en moyenne sur le 1 ^{er} trimestre)	9,1	7,3	6,8	6,8	7,7	11,4	8,1	9,0	8,4	9,5
Evolution trimestrielle (en points)	-0,2	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0
DEFM catégorie A (données CVS)	111 930	47 310	47 710	41 990	62 230	83 960	53 820	54 200	503 150	2 661 300
Evolution sur 1 trimestre (% CVS)	0,1	0,2	0,0	1,1	0,1	1,4	0,0	0,8	0,5	0,6
Evolution sur 1 an (% CVS)	11,8	11,3	12,4	14,8	13,6	14,6	14,3	11,3	12,9	9,8
DEFM catégorie ABC (données CVS)	165 720	66 210	66 180	57 810	85 170	112 650	73 970	73 190	700 900	3 891 000
Evolution sur 1 trimestre (% CVS)	0,7	0,9	0,9	1,8	0,6	2,1	1,3	1,1	1,1	1,1
Evolution sur 1 an (% CVS)	10,9	13,3	14,4	16,6	13,5	14,9	14,8	13,6	13,6	12,3
Part des femmes (% CVS)	48,1	48,9	47,4	48,0	48,3	46,7	47,6	47,8	47,8	49,9
Part des jeunes (% CVS)	5,9	16,9	13,2	15,0	8,7	12,1	11,8	14,3	11,2	17,4
Part des inscrits depuis plus d'un an (% CVS)	42,0	30,8	32,3	28,7	34,7	33,8	32,8	33,8	34,9	35,3

Sources : INSEE, DARES / Pôle emploi - calcul des CVS : DIRECCTE/ESE

y Moins de jeunes inscrits à Pôle emploi

Au premier trimestre 2010, le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi a diminué en Ile-de-France (-2,0 % en catégorie ABC, CVS), comme en France métropolitaine (-2,1 %). C'est la première baisse trimestrielle observée depuis plus de deux ans. A fin mars, 78 670 jeunes franciliens étaient inscrits à Pôle emploi, soit un recul de 1 600 demandeurs d'emploi en trois mois. La reprise de l'intérim, qui recrute traditionnellement de nombreux jeunes, est un des éléments expliquant cette diminution, de même que la poursuite des plans d'action gouvernementaux.

En revanche, l'augmentation du nombre de seniors inscrits à Pôle emploi reste forte début 2010 (+3,4 % CVS). Cette tendance est tout aussi sensible en France métropolitaine (+3,8 %).

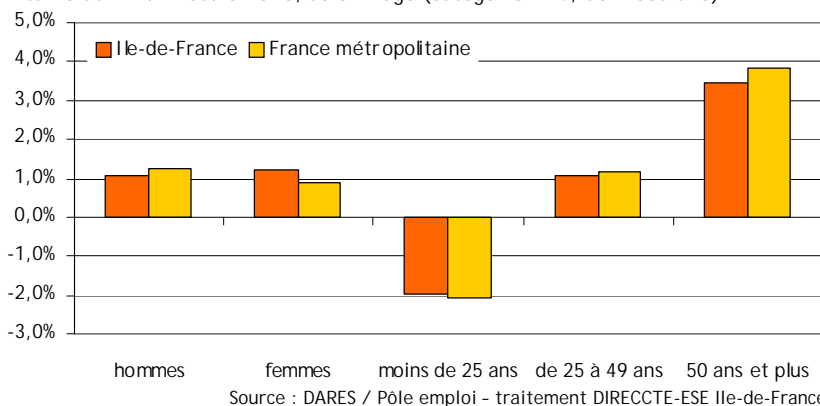
L'évolution du nombre d'hommes et de femmes inscrits à Pôle emploi est très proche au premier trimestre 2010 (respectivement +1,1 % et +1,2 %). C'est également le cas en France métropolitaine. En un an, le nombre d'hommes a augmenté un peu plus que celui de femmes : +14,5 % et +12,5 %. La croissance de la demande d'emploi a été similaire pour les hommes en France métropolitaine. Elle a été un peu plus faible pour les femmes.

y Une progression toujours forte pour les niveaux de formation les plus élevés

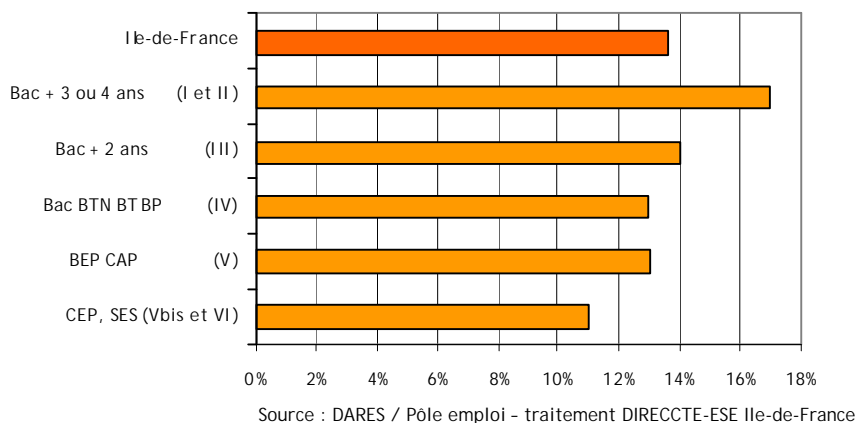
Le ralentissement de la progression annuelle du nombre d'inscrits à Pôle emploi s'observe quel que soit le niveau de formation des demandeurs d'emploi. Il reste plus important pour les niveaux de formation les plus élevés (bac +3 ou bac +4 : +17,0 %), les plus faibles hausses ont concerné les demandeurs d'emploi sans formation validée (+11 %).

En Ile-de-France, la part des demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation supérieur au bac est très élevée (35 %, contre 23 % au niveau national). Cela tient à la structure des emplois mais aussi à la présence de nombreux professionnels des arts et spectacles dans la région, dont l'activité conduit à une inscription permanente à Pôle emploi.

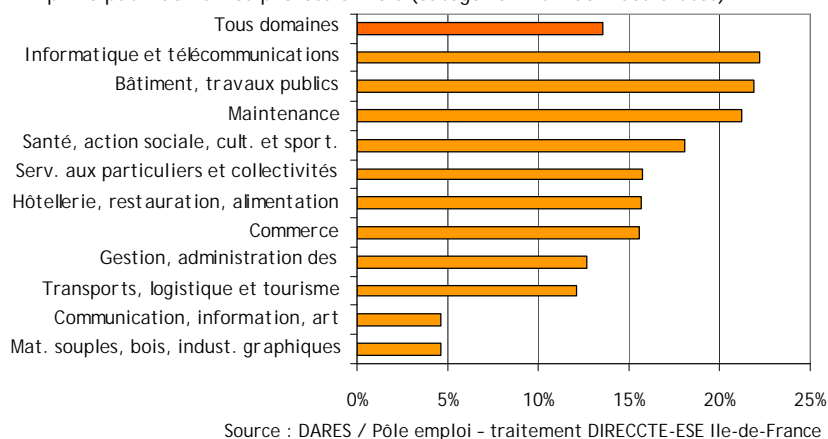
Evolution de la demande d'emploi en Ile-de-France et en France métropolitaine au 1^{er} trimestre 2010, selon l'âge (catégorie ABC, données CVS)



Evolution de la demande d'emploi entre mars 2009 et mars 2010 en Ile-de-France, selon le niveau de formation (catégorie ABC - données brutes)



Evolution de la demande d'emploi en Ile-de-France entre mars 2009 et mars 2010, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC - données brutes)



y La crise touche des professions jusque là épargnées

Les hausses annuelles sont restées importantes dans des domaines professionnels concernés très tôt par la crise économique, avec, notamment, +21,9 % dans les métiers de la construction et +21,2 % dans ceux de la maintenance. Elle est aussi supérieure à 20 % dans les métiers liés à la banque et assurance, ceux de cadres et ingénieurs de l'industrie, étude et recherche, ainsi que pour l'informatique et les télécommunications.

En revanche, l'augmentation du nombre d'inscrits dans les métiers relevant de l'industrie, notamment de la mécanique (ouvriers, techniciens), est dorénavant nettement inférieure à la croissance annuelle de la demande d'emploi observée en Ile-de-France (+7,7 % contre +13,6 %). Il en est de même pour les transports.

On observe également une diffusion de la crise à des domaines jusque là épargnés : +18,1 % dans la santé et action sociale, +15,7 % dans les services aux particuliers et collectivités.

y Un taux de tension toujours très faible

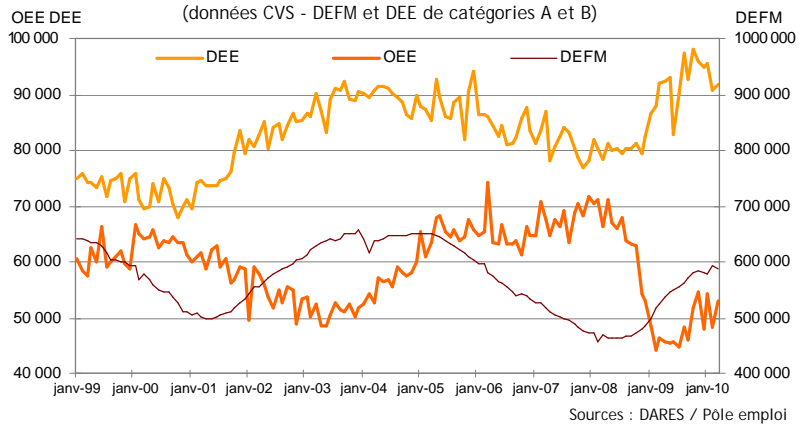
La nette baisse des offres d'emploi, conjuguée à la forte progression des flux d'inscription à Pôle emploi, a conduit à un desserrement considérable des tensions sur le marché du travail francilien du 4^{ème} trimestre 2008 au 3^{ème} trimestre 2009. Ce mouvement s'est interrompu au dernier trimestre 2009, avec une légère progression du ratio « offres sur demandes » : +0,03 point par rapport au trimestre précédent, en données corrigées des variations saisonnières. Sur les trois premiers mois de 2010, la progression trimestrielle est similaire : +0,03 point.

Malgré deux trimestres consécutifs de léger resserrement des tensions, le ratio régional « offres sur demandes », communément appelé taux de tension, demeure donc à un niveau encore très bas : 0,56 point au premier trimestre 2010. Cela signifie que, pour 100 nouvelles demandes d'emploi enregistrées par Pôle emploi au cours de cette période, 56 offres d'emploi lui ont simultanément été confiées, contre 52 au même trimestre l'an passé (données brutes).

y Des offres d'emploi plus nombreuses...

Au cours du 1^{er} trimestre 2010, 134 150 offres ont été confiées à Pôle emploi. Ce volume est certes supérieur de +12,4 % à celui du 1^{er} trimestre 2009, mais il s'agissait alors du point le plus bas depuis le début de l'observation, en 1999.

Evolution comparée du stock de DEFM et des flux d'offres et de demandes d'emploi enregistrées à Pôle emploi, de janvier 1999 à mars 2010



Les offres déposées concernent des postes durables (CDI ou CDD de plus de 6 mois) dans 49,9 % des cas, contre 51,0 % au 1^{er} trimestre de l'an passé.

y ...mais un flux de nouvelles inscriptions toujours en hausse

Les 276 250 demandes d'emploi enregistrées par Pôle emploi au 1^{er} trimestre 2010 étant supérieures de +4,8 % à celles du même trimestre de l'an passé. La progression du taux de tension régional entre ces deux périodes s'explique donc uniquement par la hausse plus rapide des offres d'emploi.

y Des situations par métier assez contrastées

Affectés à la fois durement et très tôt par le dernier retournement conjoncturel, certains métiers d'ouvriers figurent parmi ceux pour lesquels l'évolution positive des offres d'emploi est la plus

forte entre les 1^{ers} trimestres 2009 et 2010 : mécanique, textile, bois, manutention principalement.

Pour les ouvriers du BTP, les offres recueillies par Pôle emploi sont, en revanche, toujours en retrait par rapport à la situation observée l'an passé. Dans la mesure où les entrées à Pôle emploi ont continué à progresser, le taux de tension dans ces métiers a poursuivi sa baisse.

Les offres d'emploi d'informaticiens (ingénieurs et techniciens) sont également moins nombreuses au 1^{er} trimestre 2010 qu'à la même période de l'an passé. Dans ces métiers, les sorties de Pôle emploi ont été particulièrement lentes au cours de ces 12 derniers mois, surtout pour les plus qualifiés d'entre eux.

A l'inverse, le taux de tension est en progression et à un niveau élevé pour les infirmiers et les cuisiniers, avec une hausse des offres.

Les principaux indicateurs de tension au 1 ^{er} trimestre 2010 en Ile-de-France - Zoom sur quelques métiers -	Offres enregistrées sur demandes enregistrées entre janvier et mars 2009 (1)	Offres enregistrées sur demandes enregistrées entre janvier et mars 2010 (1)	Part des CDI et CDD > à 6 mois dans les offres d'emploi enregistrées entre janvier et mars 2010 (2)	Taux d'écoulement sur un an de la demande d'emploi, en mars 2010 (3)	DEFM de catégories A et B à fin mars 2010	Evolution du stock de DEFM de catégories A et B entre mars 2009 et mars 2010	Evolution des offres d'emploi enregistrées (1 ^{er} trimestre 2010 / 1 ^{er} trimestre 2009)	Taux de satisfaction des offres au 1 ^{er} trimestre 2010 (4)	Enquête Pôle emploi / BMO 2010 Part des recrutements envisagés jugés difficiles
Sources : DARES/Pôle emploi/CREDOC FAP 87									
Ouvriers qualifiés du gros œuvre du bâtiment	0,39	0,33	51,4%	64,8%	5 142	25,3%	-9,9%	87,0%	68,3%
Ouvriers qualifiés du second œuvre du bâtiment	0,33	0,33	52,2%	64,9%	15 968	18,4%	4,1%	86,1%	61,1%
TAM du bâtiment et des travaux publics	1,51	1,29	54,9%	62,7%	3 307	25,5%	-11,2%	88,8%	53,6%
Ouvriers qualifiés de l'électricité et de l'électronique	0,74	0,41	46,5%	63,3%	1 302	12,3%	-49,9%	63,9%	63,4%
TAM de la maintenance et de l'organisation	1,04	0,89	69,9%	62,6%	5 998	21,4%	-1,8%	82,3%	49,7%
Caissiers, employés de libre service	0,57	0,85	25,7%	66,5%	13 417	11,1%	54,5%	95,2%	21,0%
Vendeurs	0,45	0,54	61,2%	64,8%	27 320	13,2%	28,2%	91,7%	35,2%
Bouchers, charcutiers, boulangers	0,62	0,68	84,2%	68,3%	2 785	14,8%	12,7%	88,2%	58,6%
Cuisiniers	1,01	1,15	29,6%	64,6%	17 194	16,4%	22,3%	94,9%	58,9%
Ingénieurs de l'informatique	0,49	0,44	93,0%	58,0%	7 532	27,8%	-5,4%	81,6%	60,2%
Aides-soignants	0,47	0,47	65,5%	68,1%	6 550	14,9%	9,9%	88,8%	53,1%
Infirmiers, sages-femmes	1,55	1,74	74,3%	74,1%	1 016	8,9%	29,1%	83,6%	68,0%
Ensemble des familles professionnelles	0,52	0,56	49,9%	64,3%	585 525	12,4%	12,4%	89,3%	40,8%

(1) On rapporte le flux d'offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi durant trois mois au flux des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à Pôle emploi durant la même période. Pour apprécier l'évolution de cet indicateur, on rappelle sa valeur sur la période correspondante de l'année antérieure. Du fait de la forte saisonnalité de ce ratio, les évolutions ne sont en effet significatives que si elles sont estimées sur les mêmes périodes de l'année. Exemple de lecture : il y a 0,56 offre d'emploi enregistrée pour 1 demande au premier trimestre 2010, contre 0,52 au premier trimestre 2009.

(2) Cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres déposées à Pôle emploi, selon la famille professionnelle.

(3) Une valeur élevée de cet indicateur indique qu'une forte proportion des demandes présentes douze mois auparavant, ou entrées dans l'année, est sortie des fichiers de Pôle emploi. Exemple de lecture : 64,3 % des demandeurs d'emploi inscrits douze mois auparavant, ou entrés au cours de l'année, ne sont plus inscrits à Pôle emploi.

(4) Il s'agit du rapport entre les offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi satisfaites (par opposition aux offres annulées faute d'avoir trouvé le candidat recherché, parmi les demandeurs d'emploi, d'autres salariés ou en interne) et les offres d'emploi sorties du fichier de Pôle emploi.

y Arrêt de la dégradation de l'emploi au 1^{er} trimestre

D'après les estimations trimestrielles de l'Insee, l'Ile-de-France comptait 4 082 680 salariés dans les activités marchandes (données corrigées des variations saisonnières) à la fin du premier trimestre 2010, soit une hausse de 9 600 emplois en un trimestre (+0,2 %).

En France métropolitaine, l'emploi salarié dans les activités marchandes a également augmenté de +0,2 % (+23 900).

Cette hausse succède à cinq trimestres consécutifs de baisse. Aussi, en glissement annuel, le recul reste important : 46 500 emplois salariés ont été détruits dans les activités marchandes en Ile-de-France (-1,1 %). Cette baisse annuelle est légèrement supérieure à celle observée en France métropolitaine (-1,0 % d'après l'Insee).

Les effets de la crise sur l'emploi salarié francilien ont été importants. Entre fin 2007 et fin 2009, environ 120 000 emplois ont été perdus dans les activités marchandes, soit plus que lors de la précédente crise entre début 2002 et début 2004 (baisse de 100 000 emplois). Mais, à cette période, la région avait perdu beaucoup d'emplois alors que le reste du pays conservait ses effectifs salariés. A l'inverse, depuis fin 2007, l'Ile-de-France a connu un rythme de baisse légèrement inférieur à la moyenne nationale.

y ...avec des différences marquées par département

D'après les estimations de l'Insee, la légère reprise trimestrielle observée début 2010 a surtout profité à quatre départements : l'Essonne, le Val-de-Marne, la Seine-Saint-Denis et Paris. Le repli s'est poursuivi dans les Hauts-de-Seine.

Sur un an, la baisse a été particulièrement sensible dans les Yvelines et le Val-d'Oise, où la filière automobile est très présente. Les Hauts-de-Seine, le Val-de-Marne et Paris ont également subi des pertes significatives. Seul, le département de Seine-Saint-Denis a réussi à maintenir son niveau d'emploi.

Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par secteur d'activité en Ile-de-France (données CVS)	Nombre d'emplois au 1er trimestre 2010	Evolution trimestrielle (par rapport au 4 ^{ème} trimestre 2009)		Evolution annuelle (par rapport au 1er trimestre 2009)	
		Niveau	Pourcentage	Niveau	Pourcentage
Industrie	480 300	-3 800	-0,8%	-20 700	-4,1%
Denrées alimentaires	48 400	-50	-0,1%	200	0,4%
Energie, raffinage	82 700	500	0,6%	1 000	1,3%
Equip. électr. et électroniques	85 100	-900	-1,1%	-4 700	-5,2%
Matériels transports	74 100	-2 900	-3,8%	-6 200	-7,7%
Textile, chimie, pharmacie	190 100	-400	-0,2%	-11 100	-5,5%
Construction	261 900	3 500	1,4%	-1 300	-0,5%
Commerce	673 600	3 300	0,5%	-5 400	-0,8%
Services marchands	2 666 800	6 500	0,2%	-19 100	-0,7%
Transports	363 900	-1 700	-0,5%	-8 700	-2,3%
Hôtellerie, restauration	269 400	1 900	0,7%	5 200	2,0%
Informatiques et communication	357 500	-1 000	-0,3%	-16 700	-4,5%
Activités financières	323 500	1 100	0,3%	-900	-0,3%
Activités immobilières	78 700	900	1,2%	300	0,3%
Activités spécialisées, tech, et soutien	835 600	-4 100	-0,5%	-12 700	-1,5%
Intérim	89 200	2 100	2,4%	10 000	12,6%
Services à la personne	349 000	7 300	2,1%	4 400	1,3%
Ensemble des activités marchandes	4 082 600	9 600	0,2%	-46 500	-1,1%

Source : Insee, estimations d'emplois

Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 1er trimestre 2010	Evolution trimestrielle (par rapport au 4 ^{ème} trimestre 2009)		Evolution annuelle (par rapport au 1er trimestre 2009)	
		Niveau	Pourcentage	Niveau	Pourcentage
Paris	1 298 900	5 200	0,4%	-13 400	-1,0%
Seine-et-Marne	300 100	-400	-0,1%	-1 200	-0,4%
Yvelines	378 900	400	0,1%	-8 700	-2,2%
Essonne	303 400	3 300	1,1%	-1 900	-0,6%
Hauts-de-Seine	802 600	-3 600	-0,4%	-12 100	-1,5%
Seine-Saint-Denis	380 000	1 800	0,5%	100	0,0%
Val-de-Marne	343 300	2 600	0,8%	-3 700	-1,1%
Val-d'Oise	275 400	200	0,1%	-5 600	-2,0%
Ile-de-France	4 082 600	9 600	0,2%	-46 500	-1,1%
France métropolitaine	15 874 900	23 900	0,2%	-154 700	-1,0%

Source : Insee, estimations d'emplois

y L'emploi industriel enregistre toujours une forte baisse

La diminution de l'emploi industriel se poursuit à un rythme élevé en Ile-de-France (-0,8 % en un trimestre, -4,1 % en un an). La baisse est particulièrement sensible pour les matériels de transport (automobile...), mais elle touche aussi les équipements électriques et électroniques, de même que le textile, chimie, pharmacie. L'industrie des denrées alimentaires et le secteur de l'énergie et du raffinage réussissent toutefois à créer des emplois.

En rythme annuel, l'emploi salarié dans la construction recule toujours légèrement, malgré une reprise au premier trimestre 2010. Il en va de même du commerce.

L'emploi dans les services marchands connaît des évolutions contrastées.

Les transports, l'informatique et la communication, les activités scientifiques, techniques, administratives et de soutien continuent à perdre des emplois.

L'emploi dans l'hôtellerie, restauration enregistre une hausse trimestrielle sensible, après une année 2009 déjà favorable. L'emploi intérimaire est en nette progression (cf. page 6).

Enfin, les bons chiffres du premier trimestre 2010 permettent de compenser des évolutions moins positives au cours des trimestres précédents dans les activités financières et d'assurance, les activités immobilières, les services à la personne et les activités récréatives.

y Légère hausse de l'activité intérimaire...

Au cours du premier trimestre 2010, près de 745 000 contrats d'intérim ont été conclus dans les établissements franciliens, pour une moyenne journalière de près de 87 000 emplois équivalents temps plein occupés (EETP – données brutes).

Le nombre d'emplois intérimaires (EETP) a progressé par rapport au trimestre précédent : +3,4 %, en moyenne trimestrielle et en données corrigées des variations saisonnières (CVS), soit 3 100 intérimaires supplémentaires. C'est le troisième trimestre consécutif de hausse en Île-de-France.

En un an, les nombres des contrats conclus et d'intérimaires ont progressé : respectivement +12,1 % et +7,2 % par rapport au premier trimestre 2009. Au niveau national, les évolutions sont légèrement plus fortes (respectivement +13,7 % et +7,9 %).

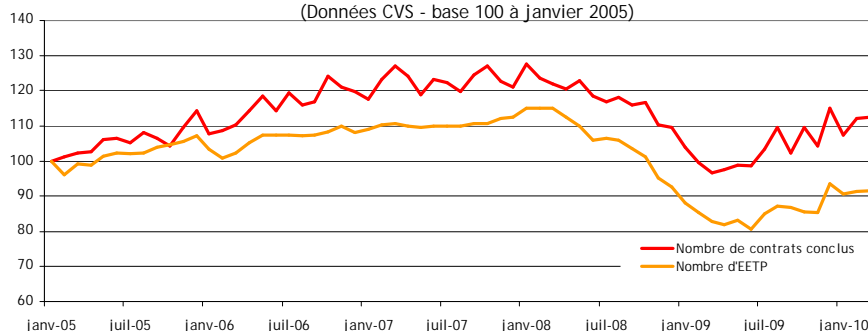
Cette évolution se distingue de celle de l'emploi salarié qui enregistre toujours une baisse : -1,1 % selon l'Insee entre les 1^{ers} trimestres de 2009 et de 2010.

y ... emmenée par une nette reprise dans l'industrie...

C'est dans l'industrie que le rebond de l'emploi intérimaire est le plus sensible : +17,2 % en un an, avec, notamment, un doublement (+120,9 %) du nombre d'intérimaires employés dans la fabrication de matériel de transport (dont automobile et aéronautique). Dans la métallurgie, la hausse a atteint +27,5 %. L'augmentation est restée plus faible pour les industries plastiques et les industries agro-alimentaires.

Dans le secteur tertiaire, où travaillent plus de six intérimaires sur dix, on observe également une hausse de l'emploi intérimaire. Dans les activités financières, la croissance du nombre d'EETP est nette (+18,0 %), comme dans l'hôtellerie / restauration (+17,9 %). Le transport et entreposage, un des principaux secteurs utilisateurs de ce type de contrat, intensifie également son utilisation de l'intérim avec une progression de +8,7 % du nombre d'EETP.

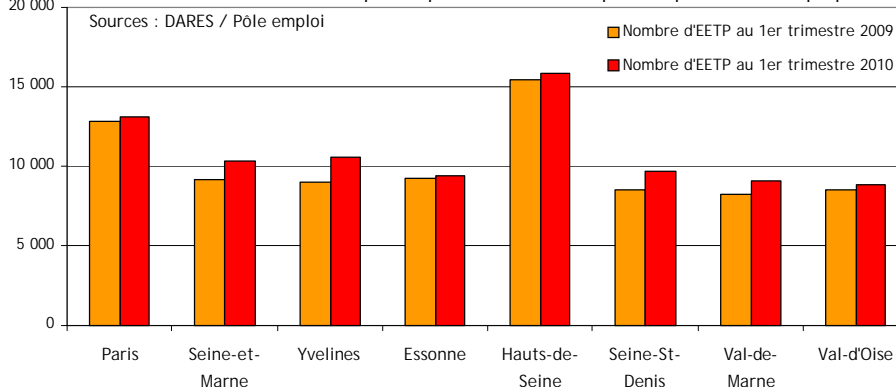
Evolution du nombre de contrats conclus et d'EETP (Données CVS - base 100 à janvier 2005)



Sources : DARES / Pôle emploi calcul des CVS DIRECCTE-ESE Ile-de-France

Les secteurs les plus utilisateurs de l'intérim au 1 ^{er} trimestre 2010	Nombre de contrats conclus	Evolution du nombre de contrats par rapport au 1 ^{er} trimestre 2009	Nombre d'EETP	Evolution du nombre d'EETP par rapport au 1 ^{er} trimestre 2009	Durée moyenne des missions (en jour)	Taux de recours en 2008
Sources : DARES / Pôle emploi						
Construction	61 404	-4,7%	13 978	-1,2%	14,4	6,3%
Transports et entreposage	139 335	16,6%	12 587	8,7%	5,5	7,2%
Commerce de gros hors automobile	46 713	4,4%	6 780	2,8%	8,8	2,8%
Activités de services adm. et de soutien	63 790	7,7%	6 019	10,5%	6,0	1,4%
Activités financières et d'assurance	14 519	34,2%	4 605	18,0%	21,6	1,4%
Activités juridiques, de conseil et d'ing.	36 156	-4,7%	4 480	-10,3%	9,7	1,9%
Fabrication de matériels de transport	8 225	101,9%	4 200	120,9%	31,6	5,7%
Hébergement et restauration	90 394	27,4%	3 374	17,9%	2,2	1,3%
Commerce de détail hors automobile	46 103	15,8%	3 257	9,7%	4,3	1,2%
Prod. et distri. d'eau, gestion des déchets	26 954	9,4%	2 402	2,7%	5,4	8,9%
Industries agro-alimentaires	26 413	12,1%	2 063	5,2%	4,4	4,9%
Industrie plastiques, prod. non minéraux	10 804	15,2%	1 586	-0,1%	9,5	9,4%
Métallurgie	5 851	34,0%	1 134	27,5%	12,8	5,6%
Activités pour la santé humaine	31 764	3,7%	1 021	3,4%	2,1	1,2%
Autre secteurs	135 673	13,4%	19 293	2,9%	9,6	2,0%
Ile-de-France	744 098	12,1%	86 781	7,2%	7,2	2,6%

Nombre d'intérimaires par département en emplois équivalent temps-plein



A l'inverse, la reprise reste timide dans le BTP, alors même que le nombre d'intérimaires avait beaucoup baissé dans ce secteur.

La légère progression du dernier trimestre 2009 ne s'est pas confirmée début 2010 et le nombre d'intérimaires est toujours en recul entre les premiers trimestres de 2009 et de 2010 (-1,2 %).

Parmi les quatorze secteurs utilisant le plus l'intérim en Ile-de-France, une baisse annuelle sensible n'est observée que dans un seul d'entre eux : les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (-10,3 %).

y ... mais avec des différences départementales

Tous les départements franciliens ont connu une hausse de l'activité intérimaire, mais avec des différences sensibles, liées à la structure des activités dominantes dans ces départements.

La plus forte hausse annuelle est observée dans les Yvelines (+17,1 % ETP) où l'industrie automobile est très présente, de même qu'en Seine-Saint-Denis (+13,7 %) et en Seine-et-Marne (+12,4 %), de par l'importance du secteur du transport et entreposage.

y Un recours en nette diminution...

La conjoncture économique est à l'origine de 580 autorisations de recours à l'activité partielle, y compris de longue durée, au 1^{er} trimestre 2010. En 2009, 830 demandes similaires avaient été accordées par l'administration en moyenne chaque trimestre, soit un niveau nettement supérieur. Le volume d'heures correspondant est également en net repli : 2 600 000 heures autorisées au 1^{er} trimestre 2010, contre 3 900 000 en moyenne trimestrielle en 2009.

Les autorisations d'activité partielle étant associées à un calendrier prévisionnel de recours, le volume d'heures de travail susceptibles d'être chômées au cours d'un mois donné dans les établissements franciliens peut être estimé. Alors que celui-ci n'avait cessé de progresser depuis le début de la crise, jusqu'à atteindre un niveau sans précédent en décembre dernier, le 1^{er} trimestre 2010 est marqué par une inversion de tendance.

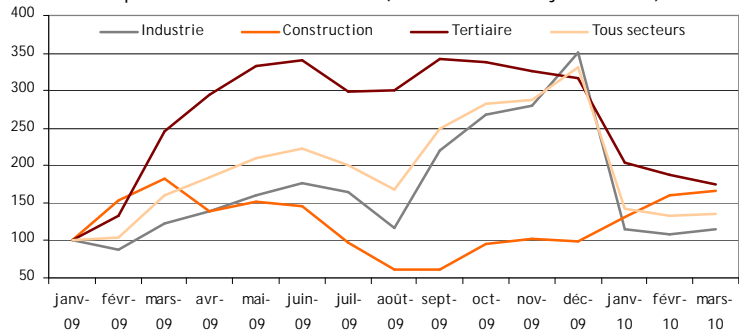
Les heures d'activité partielle susceptibles d'être utilisées au cours du mois enregistrent en effet une diminution significative, conséquence des demandes de recours en baisse depuis novembre dernier. Le volume d'heures d'activité partielle prévues au 1^{er} trimestre 2010 demeure néanmoins supérieur à celui prévu à la même période l'an passé.

y ... malgré des disparités sectorielles importantes

La part des heures d'activité partielle autorisées pour l'industrie au 1^{er} trimestre 2010 est très proche de celle de 2009 (respectivement 60,4 % et 62,8 %), mais elle masque des évolutions importantes par type d'activité. La fabrication de matériel de transport, automobile essentiellement, qui concentrait le plus d'heures autorisées en 2009, ne représente plus que 5,5 % des heures autorisées.

Les établissements franciliens de la métallurgie, deuxième activité en termes d'heures d'activité autorisées l'an passé, en concentrent près du quart : 22,6 %, contre 18,2 % en 2009. Compte tenu de la moindre sollicitation de ce dispositif depuis plusieurs mois, le volume des heures autorisées dans

Evolution, par secteur d'activité, des heures d'activité partielle prévues au cours du mois (indice base 100 en janvier 2009)

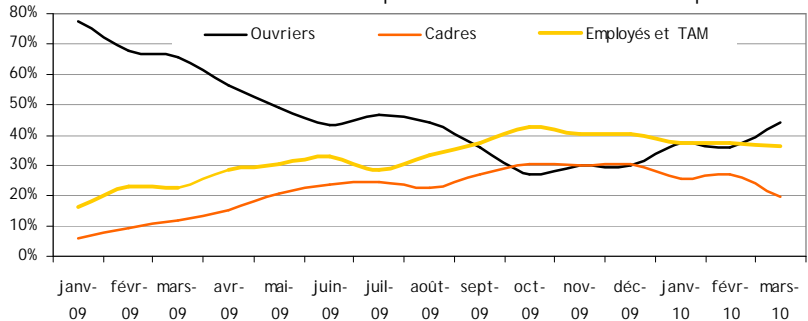


Source : DIRECCTE, Traitement : DIRECCTE/ESE - données au 9 juillet 2010

Répartition, par secteur d'activité, des heures d'activité partielle autorisées...	... au 1 ^{er} trimestre 2010	... en 2009
Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements	22,6%	18,2%
Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	11,1%	17,2%
Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements	9,6%	4,4%
Activités de services administratifs et de soutien	9,0%	4,7%
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques	8,2%	5,8%
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	7,2%	6,6%
Fabrication de matériels de transport	5,5%	18,8%
Autres	26,8%	24,5%
Tous secteurs	100,0%	100,0%

Source : DIRECCTE, Traitement : DIRECCTE/ESE - données au 9 juillet 2010

Evolution des CSP concernées par les autorisations d'activité partielle



Source : DIRECCTE, Traitement : DIRECCTE/ESE - données au 9 juillet 2010

ces établissements affiche toutefois une baisse : environ 600 000 au 1^{er} trimestre 2010, contre 700 000 en moyenne trimestrielle en 2009.

Cette baisse de volume est également observée dans l'imprimerie et l'industrie chimique. Pour la fabrication d'équipements électriques et les industries agroalimentaires, les heures autorisées sont en revanche en augmentation par rapport à l'an passé.

Les heures accordées aux établissements tertiaires sont, comme dans l'industrie, en net recul au 1^{er} trimestre 2010. Les activités d'ingénierie, de contrôle/analyse technique, directement dépendantes de l'industrie automobile pour la majorité d'entre elles et fortement consommatrices d'activité partielle en 2009, ont réduit de

moitié leur volume d'heures. Il en résulte, notamment, une baisse de la part des cadres parmi les catégories socio-professionnelles concernées, alors que la part des ouvriers se redresse.

Une diminution sensible, mais de moindre ampleur, est également observée dans le commerce et le transport/entreposage. A contrario, les activités de services administratifs et de soutien sollicitent davantage l'activité partielle.

C'est également le cas pour la construction. Au 1^{er} trimestre 2010, 110 000 heures d'activité partielle ont en effet été accordées aux établissements franciliens du secteur contre 80 000 en moyenne trimestrielle en 2009. Pour ce secteur, le recours à l'activité partielle demeure toutefois faible.

Les suppressions d'emploi envisagées dans les procédures de licenciement collectif ouvertes au 1^{er} trimestre 2010

y Des perspectives de suppressions d'emploi en baisse

Les employeurs qui envisagent de licencier 10, ou plus, de leurs salariés dans une même période de 30 jours sont tenus de le notifier à l'administration. De janvier à mars 2010, 133 procédures de licenciement collectif concernant l'Ile-de-France ont ainsi été notifiées. Dans l'hypothèse où ces procédures seraient toutes menées à leur terme, elles se traduiraient par la suppression de 5 377 emplois franciliens. Les procédures de liquidation judiciaire concernent 30 % de ces emplois.

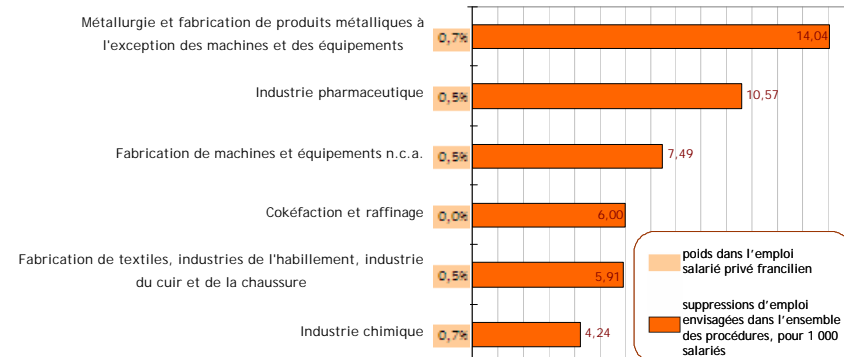
Comparativement aux trimestres précédents, le volume d'emplois menacés par les licenciements économiques collectifs est relativement faible : 1 800 emplois en moyenne mensuelle, contre 2 500 en 2009.

Rapportées aux effectifs de salariés en Ile-de-France, les procédures du 1^{er} trimestre 2010 correspondent néanmoins à 1,21 poste susceptible d'être détruit pour 1 000. En les cumulant à l'ensemble des procédures ouvertes dans la région depuis octobre 2008, ce chiffre atteint près de 10 pour 1 000.

Aucune restructuration lourde, susceptible de conduire à la suppression d'au moins 300 emplois, n'a été annoncée au 1^{er} trimestre 2010, contre 8 annonces de ce type en 2009.

Les plus importants volumes d'emplois menacés ont été observés dans le secteur de la pharmacie, avec deux procédures suscepti-

bles de conduire, chacune, à près de 250 suppressions d'emploi ; l'une dans la production, l'autre dans la R&D.



Sources : DIRECCTE (procédures) et Urssaf (emploi salarié à fin décembre 2009), Traitement : DIRECCTE/ESE

bles de conduire, chacune, à près de 250 suppressions d'emploi ; l'une dans la production, l'autre dans la R&D.

Le nombre moyen des postes menacés par procédure est nettement plus faible au 1^{er} trimestre 2010 qu'en 2009 : 24, contre 36 (hors restructurations lourdes).

y Un impact local différencié

Avec 2,3 postes menacés pour 1 000 salariés, le département des Yvelines, déjà particulièrement concerné par ces procédures en 2009, connaît le ratio le plus élevé. Il est suivi par le département de l'Essonne.

La situation s'est améliorée début 2010 pour les Hauts-de-Seine, département qui avait également été durement touché en 2009. La proportion d'emplois visés par une procédure de licenciement collectif y demeure toutefois encore supérieure à la moyenne régionale : 1,5 pour 1 000.

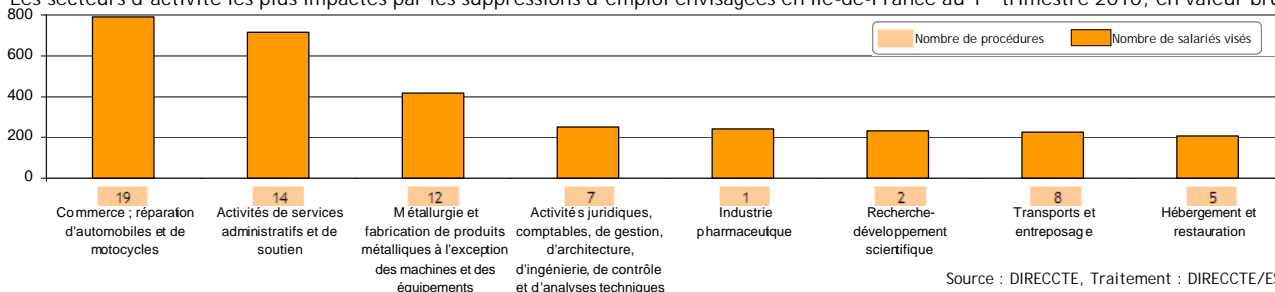
y La production manufacturière toujours davantage impactée

Proportionnellement aux emplois existant en Ile-de-France, le secteur de la métallurgie apparaît le plus touché, avec 14 postes menacés sur 1 000, à la suite de 12 procédures notifiées au 1^{er} trimestre 2010. L'industrie pharmaceutique arrive en seconde position.

En valeur absolue, le nombre d'emplois menacés, comme de notifications, est le plus important dans les secteurs du commerce et des activités de services administratifs et de soutien (sécurité et nettoyage principalement).

Ces secteurs employant de très nombreux salariés en Ile-de-France, l'impact des procédures de licenciement collectif y demeure toutefois faible. Il en va de même pour les autres activités de service aux entreprises, pour les transports, pour l'hébergement et la restauration.

Les secteurs d'activité les plus impactés par les suppressions d'emploi envisagées en Ile-de-France au 1^{er} trimestre 2010, en valeur brute



Source : DIRECCTE, Traitement : DIRECCTE/ESE

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France
66, rue de Mouzaïa - 75935 Paris Cedex 19 - Tél. 01 44 84 26 99

Directeur de la publication : Joël Blondel

Réalisation : service Etudes Statistiques Evaluation / dr-idf.statistiques@direccte.gouv.fr

Diffusion : Service communication

Tirage : 600 exemplaires - N° ISSN : 1767-9877